

Changement climatique : entendre la voix de l'Afrique

Partage international n° [229](#) - Septembre 2007

par Wangari Maathai

Nairobi,

L'Afrique est le continent qui sera le plus durement frappé par le changement climatique. Des pluies et des inondations imprévisibles, des sécheresses prolongées, les mauvaises récoltes qui s'ensuivent et une rapide désertification ont déjà commencé à modifier le visage de l'Afrique. Les populations vulnérables de ce continent seront particulièrement touchées par les effets de l'élévation des températures - et dans certaines régions les températures se sont déjà élevées deux fois plus vite que dans le reste du monde.

Dans les pays riches, la crise climatique imminente est un sujet d'inquiétude, dans la mesure où elle affectera à la fois la bonne marche des économies et la vie des gens. En Afrique, cependant, un continent qui n'a guère contribué au changement climatique - ses émissions de gaz à effet de serre sont minimes comparées à celles du monde industrialisé - ce sera une question de vie ou de mort. Par conséquent, elle ne doit donc pas rester silencieuse face à cette situation : ses dirigeants et la société civile doivent s'impliquer dans les prises de décision mondiales en la matière.

Lorsque les chefs d'Etat du G8 se sont rencontrés en juin à Heiligendamm, en Allemagne, je leur ai adressé un appel leur demandant instamment de donner l'exemple, puisque leurs pays sont largement responsables du changement climatique. Ils doivent prendre les mesures les plus décisives pour le combattre.

En tant que principaux pollueurs, les pays industrialisés ont également la responsabilité d'aider l'Afrique à réduire sa vulnérabilité et à augmenter sa capacité à s'adapter au changement climatique. Les pays industrialisés doivent lever des fonds suffisants et fiables pour les premières victimes de la crise climatique, en Afrique et dans d'autres régions en

développement.

Nous savons qu'il existe un lien important entre l'environnement, la gouvernance et la paix. Il est essentiel d'élargir notre définition de la paix et de la sécurité pour y inclure la gestion des ressources limitées de la Terre, et la distribution plus équitable de ces ressources. Le changement climatique rend la nécessité de cette redéfinition d'autant plus urgente.

Il faut rendre les systèmes de gouvernement plus réceptifs et plus inclusifs. Les gens doivent sentir qu'ils participent et la voix de la minorité doit être écoutée, même si la majorité a le dernier mot. Nous avons besoin de systèmes de gouvernement qui respectent les droits de l'homme et la loi et qui promeuvent délibérément l'équité.

De nombreux conflits et guerres dans le monde ont pour objet l'accès, le contrôle et la distribution de ressources comme l'eau, les combustibles, les pâturages, les minerais et la terre. Il suffit de regarder le Darfour. Au cours des dernières décennies, le désert au sud du Soudan s'est étendu en raison des sécheresses et de l'irrégularité des pluies attribuées en partie au changement de climat. En conséquence, les fermiers et les bergers se sont disputés la terre arable et l'eau devenues rares, et des leaders dépourvus de scrupules ont utilisé ces conflits pour encourager la violence de masse. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées et déplacées au cours de campagnes d'intimidation, de viol et de rapt.

Une meilleure gestion des ressources permettra de prévenir les causes qui sont à la racine des conflits et des guerres civiles et par conséquent de créer un monde de paix et de sécurité.

Mais l'environnement se dégrade de manière lente et cela peut passer inaperçu pour la majorité des gens. S'ils sont pauvres, égoïstes, ou avides, ils seront davantage concernés par leur survie ou la satisfaction de leurs besoins et de leurs désirs immédiats que par le souci des conséquences de leurs actions. Malheureusement, la génération qui détruit l'environnement ne sera peut-être pas celle qui en paiera le prix. Ce sont les générations futures qui seront confrontées aux conséquences des

activités destructrices de la génération actuelle.

La responsabilité de traiter, à temps et pour le bien commun, les problèmes auxquels nous sommes confrontés exige une volonté politique visionnaire de la part des gouvernements, et une responsabilité sociale de la part des entreprises.

En ce qui concerne le changement climatique, nous sommes tous appelés à agir. Nombre de pays dans le monde qui possèdent de vastes forêts et une végétation abondante conservent leur biodiversité et jouissent d'un environnement sain et propre.

Cependant, d'autres sont engagés dans l'exploitation du bois et le pillage de la biodiversité dans des forêts loin de leurs propres frontières. Il est crucial que nous considérions le monde comme un tout et que nous nous efforcions de protéger non seulement l'environnement local mais également l'environnement mondial.

Une pression constante est exercée pour sacrifier les forêts au profit de l'habitat, de l'agriculture ou de l'industrie. Ces pressions ne feront que croître dans

un monde où les climats deviennent de plus en plus irréguliers. D'un point de vue politique, il est plus facile de sacrifier le bien commun à long terme aux convenances et aux opportunités.

Mais moralement parlant, nous devons agir pour le bien de tous. Nous avons la responsabilité de protéger les droits des générations à venir, les droits de toutes les espèces, qui ne peuvent s'exprimer elles-mêmes. Le défi mondial du changement climatique réclame que nous n'en exigeons pas moins de nos dirigeants, ou de nous-mêmes.

Afrique **Auteur** : Wangari Maathai, est une militante écologiste et politique. En 2004, elle devient la première femme africaine à recevoir le Prix Nobel de la paix pour « sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix ».

Thématiques : [environnement](#), [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()